

## La société civile assiégée en Turquie : autoritarisme, polarisation et contre-stratégies

**Ülker Sözen** • Postdoctoral research fellow at the International Research Group on Authoritarianism and Counter Strategies in Berlin

---

La Turquie est, à l'égal de la Russie, une illustration saisissante du rétrécissement de l'espace civique sous l'effet de politiques autoritaires. L'auteure dresse un tableau des logiques et des pratiques à l'œuvre dans ce pays stratégique à tous points de vue, tout en soulignant la dynamique et l'incroyable courage de la société civile turque.

---

**D**urant la dernière décennie, la montée en puissance de l'autoritarisme et du populisme à l'échelle mondiale a vu l'espace civique se réduire. Cette tendance se caractérise par le renforcement des contrôles exercés par l'État sur les organisations de la société civile (OSC), notamment celles qui œuvrent dans le secteur des droits de l'Homme. L'objectif est d'étouffer les discours critiques et de restreindre l'accès aux mécanismes de soutien et de justice internationaux<sup>1</sup>. S'y ajoute la criminalisation des OSC, dépeintes comme des agents étrangers qui menacent la souveraineté nationale par leurs connexions internationales et l'aide reçue de bailleurs étrangers. Récemment, de telles mesures ont clairement été observées dans des pays comme la Russie, le Kazakhstan, l'Égypte et la Hongrie.

Mais l'autoritarisme et le rétrécissement de l'espace civique ne se retrouvent pas seulement dans les démocraties défailtantes ou les régimes non libéraux. Ces phénomènes s'observent également dans les démocraties libérales européennes et les pays du Nord, portés par les courants sécuritaires et anti-migrations, l'essor de l'*alt-right*<sup>2</sup> et des mouvements anti-genre, et l'influence croissante des intérêts d'entreprise sur la constitution de l'espace civique<sup>3</sup>. En outre, dans les pays du Sud, les exemples les plus flagrants de rétrécissement s'inscrivent dans un contexte où les rapports de force internationaux et les intérêts étrangers sont empreints des effets persistants du colonialisme, de l'extractivisme, et de la restructuration néolibérale de la vie économique et sociale<sup>4</sup>. Ainsi, dans les pays autoritaires, la restriction des libertés civiles et l'oppression

---

<sup>1</sup> Stefan Toepler et al., "The changing space for NGOs: Civil society in authoritarian and hybrid regimes", *Voluntas*, vol. 31, no. 4, April 2020, pp. 649–662.

<sup>2</sup> *Alternative right* : terme désignant une partie de l'extrême droite américaine militant pour le suprémacisme blanc, contre le féminisme et le multiculturalisme [NDLR].

<sup>3</sup> Giada Negri and Filip Pazderski, *Mapping shrinking civic space in Europe*, Civitates, 2021, <https://civitates-eu.org/wp-content/uploads/2021/04/Mapping-shrinking-civic-space-in-Europe-final.pdf>

<sup>4</sup> David Sogge, "Is civic space really shrinking, and if so who's to blame?", *Open Democracy*, 22 September 2019, <https://www.opendemocracy.net/en/transformation/is-civic-space-really-shrinking-and-if-so-whos-to-blame>

des associations de défense des droits découlent de la préoccupation croissante pour la sécurité aux frontières et des politiques antiterroristes dans les pays du Nord. Les politiques d'austérité et la répression de l'action syndicale sont au diapason des mesures imposées par des institutions internationales comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, ou les intérêts des industries extractives en lien avec les élites politiques locales.

La Turquie est un des exemples les plus manifestes de ce phénomène. La polarisation politique et le conflit social, axés principalement sur la fracture entre religion et laïcité et la question kurde, se sont intensifiés sous la poussée d'une gouvernance autoritaire, d'un populisme croissant, et du tournant sécuritaire de la politique après la tentative de putsch contre le gouvernement AKP – *Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement – en 2016<sup>5</sup>. Depuis la guerre civile en Syrie et les vagues migratoires croissantes en provenance de pays frappés par la guerre, comme l'Afghanistan, la xénophobie s'est développée de façon inquiétante au sein de la société turque. Qui plus est, ces dernières années, la grave crise économique, qui a vu la monnaie s'effondrer et les taux d'inflation atteindre des records, a attisé les sentiments anti-migrants et ravivé les conflits sociaux.

Les autorités européennes ont critiqué le gouvernement AKP pour ses violations des droits de l'Homme et ses atteintes à la liberté. Mais ces dénonciations, comme les décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme en faveur des activistes victimes de ces attaques, n'influent plus de façon significative sur les agissements du gouvernement depuis que l'adhésion à l'Union européenne (UE) a disparu de l'agenda politique. En ce qui concerne la sécurité aux frontières et la rétention de millions de réfugiés venus de Syrie ou d'autres pays, la coopération de l'UE avec le gouvernement AKP se poursuit. Certains militants, comme les représentants des syndicats opposés au renvoi de plus de 150 000 fonctionnaires après la tentative de coup d'État, considèrent que l'UE évite de prendre une position active et de mettre en œuvre des mesures plus persuasives en raison de ses préoccupations en matière de sécurité<sup>6</sup>.

### Pressions et criminalisation subies par la société civile en Turquie

Depuis 2021, la Turquie est classée parmi les pays les plus répressifs à l'égard de la société civile<sup>7</sup>. Pourtant, dans les années 2000, la société civile turque s'était épanouie dans le contexte favorable du processus d'adhésion à l'UE, grâce à la disponibilité de fonds d'adhésion et aux réformes d'harmonisation impliquant un relâchement de la surveillance

---

<sup>5</sup> Murat Somer, "Old and new polarizations and failed democratizations in Turkey" in Güneş Murat Tezcür (ed.), *The Oxford Handbook of Turkish Politics*, Oxford University Press, 2022, pp. 295–318.

<sup>6</sup> Ülker Sözen, "How to achieve transnational solidarity in the age of neoliberal authoritarianism and border securitization?", International Research Group on Authoritarianism and Counter-Strategies, 2021, <https://irgac.org/2021/1053>

<sup>7</sup> Civicus, « Civicus Monitor: Nouveau rapport mondial et classifications », 4 février 2021, <https://www.civicus.org/index.php/fr/medias-ressources/actualites/4857-civicus-monitor-nouveau-rapport-mondial-et-classifications>

et des contrôles de l'État sur les OSC<sup>8</sup>. Cet environnement propice a pris fin après le mouvement contestataire de Gezi en 2013, pendant lequel des manifestants pour la justice urbaine et environnementale et les droits humains avaient porté au premier plan leurs revendications contre l'agenda du gouvernement AKP. Dans le cadre des mesures punitives qui ont suivi, l'État a tenté de déstabiliser de nombreuses OSC au moyen d'audits extensifs et supplémentaires, de sanctions fiscales et même de descentes de police<sup>9</sup>.

Le verrouillage de l'espace civique s'est ensuite intensifié, en 2015, à la fin des négociations de paix entre l'État turc et le mouvement kurde, puis en 2016, dans le sillage de la tentative de putsch. En effet, pendant l'état d'urgence instauré en réponse à cet événement, des centaines d'OSC et d'organes de presse ont été fermés par décret statutaire, et de nombreuses poursuites ont été engagées à l'encontre de militants, personnalités politiques, journalistes et universitaires, accusés de soutenir le terrorisme. À ce jour, des milliers de politiciens et d'activistes associés au parti de la gauche prokurde HDP – *Halkların Demokratik Partisi*, Parti démocratique des peuples –, dont son coprésident Selahattin Demirtaş, sont encore incarcérés pour terrorisme. Les pressions sont particulièrement lourdes pour les OSC et les défenseurs des droits dans les villes kurdes, davantage susceptibles de subir des interdictions d'activité, des poursuites pour terrorisme, des détentions arbitraires et des peines de prison. La pandémie a également servi de motif à des restrictions plus larges des actions menées par les associations de défense des droits (interdiction des réunions publiques, des communiqués de presse et des manifestations dans tout le pays).

Les OSC et leurs membres ont également fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires ayant notamment abouti aux procès de Büyükada et de Gezi. Dans ce premier cas, dix militants issus de diverses organisations de défense des droits, dont Amnesty International et Helsinki Citizens Assembly Turkey, ont été placés en garde à vue alors qu'ils participaient à une formation sur la sécurité numérique à Büyükada – une île près d'Istanbul – en 2017. Alors qu'ils étaient jugés pour des faits de terrorisme, les médias les accusaient en parallèle d'espionnage et d'avoir participé à la tentative de coup d'État. Lors de la dernière audience en 2020, quatre des défenseurs des droits ont été condamnés à des peines de prison<sup>10</sup>.

Le procès Gezi est une affaire plus poignante encore, dont le gouvernement et le président Recep Tayyip Erdoğan se sont servis pour réprimer l'opposition politique et criminaliser l'activisme de la société civile. De nombreux militants, défenseurs des droits, journalistes et artistes ont été jugés principalement pour avoir fomenté un coup d'État

---

<sup>8</sup> Özge Zihnioğlu, "Continuity and change in Turkish civil society", in Ebru Canan Sokullu (ed.) *Turkey in Transition: Politics, Society and Foreign Policy*, Peter Lang, 2020, pp. 121–136.

<sup>9</sup> Bilge Yabancı, "Turkey's tamed civil society: Containment and appropriation under a competitive authoritarian regime", *Journal of Civil Society*, vol. 15, no. 4, 2019, pp. 285–306.

<sup>10</sup> "Büyükada trial: Constitutional Court rules that rights advocate Eser's arrest was unlawful", *BIA News*, 9 June 2021, <https://bianet.org/english/other/245418-buyukada-trial-constitutional-court-rules-that-rights-advocate-eser-s-arrest-was-unlawful>

contre le gouvernement, et avoir organisé des manifestations dans ce seul but. D'autres chefs d'accusation, également invoqués, étaient la conspiration avec des États étrangers et l'usage de la violence pour renverser l'ordre constitutionnel et le gouvernement. Lors du verdict prononcé le 25 avril 2022, Osman Kavala – philanthrope et figure de proue de la société civile et de la lutte pour les droits de l'Homme en Turquie depuis les années 1990 – , déjà détenu depuis 2017, a été condamné à la détention perpétuelle. Sept autres accusés ont écopé d'une peine d'emprisonnement de dix-huit ans, à l'issue d'un procès qualifié par Amnesty International de « parodie de justice » relevant d'une « mascarade à caractère politique<sup>11</sup> ».

Parmi les moyens légaux déployés pour intimider les militants de la société civile, les amendements aux lois régissant le droit de rassemblement et de manifestation pacifiques, les abus et l'exploitation des lois antiterrorisme ont joué un rôle prépondérant<sup>12</sup>. C'est ainsi qu'un changement législatif augmentant les contrôles sur les OSC et autorisant l'État à remplacer les dirigeants d'organisations accusés de terrorisme et à demander à la justice de restreindre leurs activités a été adopté en 2020<sup>13</sup>. Cette réforme prévoit également une inspection gouvernementale annuelle des associations, tout particulièrement celles entretenant des liens internationaux. Elle s'ajoute à un discours de plus en plus criminalisant de la part des représentants de l'État et des médias favorables au gouvernement, lequel cible les OSC dissidentes bénéficiant de financements étrangers en les présentant comme des ennemies de la nation. Ces campagnes médiatiques s'adosent à la stratégie gouvernementale d'escalade dans la polarisation politique, qui repose sur la défense des valeurs religieuses et de la sécurité nationale face au « terrorisme » kurde et aux « ennemis » occidentaux.

Ces dernières années, notamment après que le gouvernement a annoncé, en 2019, son intention de sortir de la Convention d'Istanbul<sup>14</sup>, les organisations LGBT et de femmes ont été spécifiquement ciblées (marches pour les droits des femmes et des fiertés interdites, manifestations attaquées par la police). Malgré la forte réaction publique et la mobilisation d'envergure galvanisée par les organisations féministes, le gouvernement s'est retiré de la Convention en 2021. Le discours progouvernemental contre cette Convention s'articulait autour de la menace de l'homosexualité et la protection de la famille. Néanmoins, les mouvements LGBT et féministes ont réussi à bâtir une conscience et une influence sociales remarquables ces dix dernières années, notamment sur la question des féminicides et de l'acceptation des identités de genre non-conventionnelles. Récemment, une action en justice

---

<sup>11</sup> Michael Safi and Sami Kent, "A travesty in Turkey: the Gezi Park trials", *The Guardian*, 23 May 2022, <https://www.theguardian.com/news/audio/2022/may/23/a-travesty-in-turkey-the-gezi-park-trials>

<sup>12</sup> Banu Tuna et al., *Keep the volume up: Intimidation policies against rights defenders 2015-2021*, Truth Justice Memory Center, 2022, <https://www.sessizkalma.org/en/document/keep-volume-intimidation-policies-against-rights-defenders-2015-2021>

<sup>13</sup> Freedom House, "Turkey: Passage of NGO law strips away fundamental rights and freedoms", 4 January 2021, <https://freedomhouse.org/article/turkey-passage-ngo-law-strips-away-fundamental-rights-and-freedoms>

<sup>14</sup> Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2014.

a été introduite pour fermer *We Will Stop Femicide Platform*, l'une des organisations féministes les plus influentes de Turquie.

### Une société civile éprouvée

Au regard des circonstances décrites ci-dessus, les activistes et défenseurs des droits de la société civile contemporaine turque subissent une lourde charge émotionnelle. Lors de mes entretiens et travaux de recherche sur le terrain, j'ai observé du stress, de l'épuisement et parfois du désespoir. Dans le cadre de leur travail, de nombreux activistes souffrent des répercussions affectives du suivi des abus des droits humains et de voir les militants autour d'eux attaqués en justice et emprisonnés, même s'ils n'en sont pas personnellement victimes.

Les problèmes structurels propres au secteur de la société civile en Turquie et un mode de fonctionnement par projet rendent l'activisme d'autant plus stressant. Sont en cause les courts délais accordés aux projets, la recherche constante de financements pour maintenir l'organisation à flot et poursuivre ses actions, la précarité des relations de travail, ainsi que les pratiques de prise de décision et les hiérarchies non démocratiques au sein des organisations<sup>15</sup>. S'y ajoute l'incapacité à atteindre et établir des liens avec de plus vastes sections de la société et à transcender les clivages. Un obstacle auquel se heurtent la plupart des OSC de défense des droits, à l'exception des organisations de femmes, LGBT et kurdes, qui parviennent dans une certaine mesure à enjamber la fracture sociétale entre laïques et conservateurs. Cette situation contribue au sentiment de solitude et de désespoir observé chez les activistes.

Il serait cependant injuste de s'arrêter à ce sombre tableau, notamment en raison de l'engagement fervent des militants pour des politiques démocratiques et égalitaires. Des sentiments positifs -d'espoir et d'autonomisation se dégagent des scènes d'action collective, comme les manifestations ou les initiatives de solidarité avec et en soutien aux victimes de violences politiques. Par exemple, lors d'une réunion qui a eu lieu fin 2021 sur les répertoires d'action politique des mouvements féministes et LGBT en Turquie, un militant LGBT témoignait :

« Les gens viennent encore aux marches des fiertés et pour les droits des femmes tout en sachant qu'ils seront battus ou détenus. Ils veulent encore applaudir ensemble les slogans et trouver un peu de courage dans la présence des uns et des autres. »

L'espoir est encore là, puisant dans les idéaux universels de liberté, d'égalité et de démocratie. Un militant travaillant bénévolement dans une organisation de défense des

---

<sup>15</sup> Ülker Sözen, "Production of activism under authoritarianism: Insights from the rights-based civil society in Turkey?" in Börries Nehe (ed.), *Global Authoritarianism. Perspectives and Contestations from the South*, Columbia University Press, 2022.

droits de l'Homme dans une ville kurde soulignait ainsi l'importance de garder l'espoir dans des circonstances difficiles et désespérantes lors de notre entretien au début de 2020 :

« L'activisme de la société civile est comme le travail de Sisyphe. Nous porterons cette pierre tous les jours jusqu'au sommet de la montagne. Je serai peut-être parti demain, mais les autres poursuivront l'effort. Les gens méritent de vivre comme des citoyens égaux dans des conditions humaines dans ce pays. Je pense qu'une grande partie de la pression politique [sur la société civile] entraîne une certaine consolidation de notre front également. Les choses ne vont pas rester en l'état. Nous sommes là et nous ferons de notre mieux. Est-ce une analyse rationnelle, peut-être pas, mais je garde espoir. L'espoir est contagieux comme la bravoure. Et c'est en voyant les choses de cette façon que nous pourrions repousser le climat de peur qui s'abat sur nous. »

L'espoir apparaît ici comme une émotion qui, même si elle semble irrationnelle, est activement entretenue malgré les conditions adverses. Une façon de faire grandir l'espoir est d'être capable de pratiquer et de matérialiser les idéaux, même dans des cadres plus restreints tels que les auto-organisations de citoyens. Il s'agit d'un moyen important d'améliorer le bien-être émotionnel des militants de la société civile qui tentent de poursuivre leur action dans un environnement où l'érosion des normes démocratiques est normalisée.

### Contre-stratégies aux niveaux national et international

En s'appuyant sur cette énergie, quelques pistes de contre-stratégies aux niveaux national et international pourraient permettre de nourrir l'activisme de la société civile turque.

Au niveau national, il peut s'agir de :

- développer des stratégies visant à tisser des liens avec de plus vastes sections de la société de manière à dépasser la polarisation sociale ;
- améliorer les relations avec le mouvement syndical et les initiatives en faveur des droits des travailleurs ; intégrer les luttes pour les droits sociaux et économiques dans l'activisme en faveur des droits de l'Homme ;
- réformer les relations hiérarchiques et les modes de prise de décision non démocratiques au sein des OSC ;
- renforcer le dialogue, la coopération et la solidarité entre les OSC actives dans différents domaines ;
- créer des mécanismes permettant de faire face à la charge émotionnelle induite par l'activisme en contexte autoritaire.

Au niveau transnational, des contre-stratégies plus efficaces pourraient permettre de :

- développer une meilleure connaissance et des liens plus forts avec les réseaux de plaidoyer transnationaux ; tenir les organismes bailleurs et les mécanismes de justice

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

liés à l'UE et à d'autres organismes internationaux responsables d'obtenir des changements ;

- établir des rapports plus solides avec les acteurs politiques de terrain à l'étranger ;
- améliorer les relations avec d'autres acteurs de la société civile du Sud global pour faire pression sur les réseaux et mécanismes transnationaux de défense des droits de l'Homme, afin de mettre en œuvre des politiques efficaces pour sanctionner les États autoritaires.

*Traduit de l'anglais par Rozenn Guennou*

---

### Biographie • Ülker Sözen

Chercheuse postdoctorale à l'*International Research Group on Authoritarianism and Counter-Strategies* à Berlin. Ülker est également chercheuse invitée à *Alice Salomon Hochschule* à Berlin. Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université des beaux-arts Mimar-Sinan (Turquie), elle a mené des recherches sur la mémoire et les politiques identitaires, les études kurdes et les luttes féministes en Turquie. Elle est membre de l'association Birarada – fondée par des universitaires pacifistes pour la défense des libertés académiques en Turquie – et du réseau AĞ-DA pour l'égalité des sexes. Ses recherches récentes portent sur l'activisme produit par les organisations de la société civile et la solidarité transnationale contre l'autoritarisme.

---

*Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires. Pour citer cet article :*  
Ülker Sözen, « La société civile assiégée en Turquie : autoritarisme, polarisation et contre-stratégies »,  
*Alternatives Humanitaires*, n° 20, juillet 2022, p. 74-83,

<https://alternatives-humanitaires.org/fr/2022/07/29/la-societe-civile-assiegee-en-turquie-autoritarisme-polarisation-et-contre-strategies/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-975-2